



CANADIAN FEDERATION
OF NURSES UNIONS
LA FÉDÉRATION CANADIENNE
DES SYNDICATS D'INFIRMIÈRES
ET INFIRMIERS

ÉNONCÉ DE POSITION

Services de garde

CONTEXTE ET APERÇU

Selon le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), le coût des services de garde à Toronto est près de 10 fois plus élevé qu'à Montréal où le programme de services de garde universels du Québec est en vigueur depuis 1997. À Toronto, le coût pour un enfant est de 20 220 \$ par année; le coût pour les enfants d'âge préscolaire est de 13 800.¹ Le coût des services de garde a augmenté plus rapidement que le taux d'inflation dans 61 % des villes.²

Par contre, au Québec, le coût d'une place en garderie pour un enfant est d'environ 10 000 \$.³ À l'exemple de ce modèle, la C.-B. est en train de mettre en place un programme de garderies à 10 \$ par jour.⁴ De toute évidence, les services de garde abordables sont possibles si la volonté politique est là.

Les avantages sociaux et économiques d'un programme universel de garderie sont très bien documentés. Selon une évaluation, l'augmentation des revenus du gouvernement au Québec, en raison d'une participation accrue des mères au sein de la main-d'œuvre, contrebalance 40 % des dépenses du Québec pour la garde d'enfants.⁵ Selon d'autres évaluations du modèle en vigueur au Québec, un programme universel contribue à réduire les taux de pauvreté des familles monoparentales en permettant aux parents monoparentaux de demeurer sur le marché du travail et, potentiellement, poursuivre leurs études et se perfectionner. Offrir des services de garde permet aussi un meilleur développement de l'enfant et fournit, aux familles, un réseau social et de soutien. Toutefois, comme le conclut le rapport, pour avoir tous les avantages de la garde d'enfants, les services de garde à coût abordable doivent être universellement accessibles, comme au Québec.⁶

Or, pour offrir des services de garde universels, le gouvernement fédéral doit exercer un leadership, rassembler les provinces et les territoires pour élaborer un plan basé sur les modèles en vigueur au Québec et en C.-B., et augmenter les fonds alloués à la garde d'enfants au Canada. Ces mesures aideraient non seulement les parents et les enfants mais elles seraient aussi avantageuses pour la main-d'œuvre, augmenteraient la productivité au Canada, et stimuleraient la croissance économique.⁷

Le Canada dépense actuellement environ la moitié de la norme internationale recommandée.⁸ En 2013, les dépenses publiques en services de garde au Canada représentaient 0,2 % du PIB, et étaient les plus basses (avec la Turquie et la Lettonie) parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comparativement à la moyenne pour l'OCDE (0,9 %), au R.-U. (1,4 %), à l'Australie (0,8 %) et aux États-Unis (0,6 %).⁹

Par conséquent, il y a des places en garderies réglementées pour seulement 25 % des enfants canadiens de moins de six ans. La pénurie est encore plus grave pour les enfants de très bas âge, les enfants ayant des besoins particuliers, les familles en milieu rural et les parents qui travaillent à des heures non conventionnelles.¹⁰

Pendant ce temps, dans un effort pour maintenir la pression sur les gouvernements fédéral et provinciaux afin qu'ils mettent en œuvre l'équité salariale, le Congrès du travail du Canada a lancé une campagne intitulée *Faut que ça bouge*,¹¹ pour demander de mettre fin à la discrimination salariale, d'agir par rapport aux services de garde, et mettre fin à la violence et au harcèlement sexuels.

POSITION DE LA FCSII

La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers (FCSII) recommande que :

- Le gouvernement fédéral augmente, annuellement et au cours des 10 prochaines années, les dépenses en services de garde afin de réduire l'écart avec la norme internationale recommandée.
- Le gouvernement fédéral élabore un cadre politique national et une stratégie de financement, et qu'il collabore avec les provinces et les territoires pour offrir un modèle solide de services de garde et d'apprentissage de la petite enfance, et qu'il communique activement avec les parents et les éducatrices et les éducateurs de la petite enfance.
- Le gouvernement fédéral élabore un cadre politique national et une stratégie de financement pour mettre de l'avant les principes du droit universel et inclusif aux services de garde à coût abordable (coût peu élevé ou gratuit), et pour offrir des services complets et de grande qualité qui répondent aux besoins de tous les enfants et de leurs parents, qu'importe leur revenu, leur situation familiale ou leurs besoins particuliers.
- Lors de l'élaboration du cadre politique national, le gouvernement fédéral tient compte des circonstances particulières des personnes qui travaillent à des heures non conventionnelles, notamment les infirmières faisant des quarts de travail, et les travailleurs précaires qui pourraient trouver difficile de rester sur le marché du travail en raison de la pénurie de services de garde pour ceux et celles qui ne font pas des semaines conventionnelles de 9 à 5.

Références

¹ Centre canadien de politiques alternatives. <https://www.policyalternatives.ca/newsroom/news-releases/study-reveals-highest-and-lowest-child-care-fees-canadian-cities-2018>

² Idem

³ Gouvernement du Québec. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/garde-net-fr.asp>

⁴ Gouvernement de la C.-B. <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/family-social-supports/caring-for-young-children/running-daycare-preschool/universal-child-care-prototype-sites>

⁵ Un enfant Une place. <https://timeforchildcare.ca/?lang=fr>

⁶ Ville de Toronto. <https://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2017/ed/bgrd/backgroundfile-107205.pdf>

⁷ Un enfant Une place. <https://timeforchildcare.ca/?lang=fr>

⁸ Idem

⁹ Association canadienne de science politique.

<https://www.cpsa-acsp.ca/documents/conference/2018/844.Arsenault.Jacques.Maioni.pdf>

¹⁰ Un enfant Une place. <https://timeforchildcare.ca/child-care-at-a-glance/?lang=fr>

¹¹ Congrès du travail du Canada. <http://www.fautquecabouge.ca/>